

Quatrièmement, il faut améliorer l'équité et l'efficacité du secteur social en restructurant les dépenses publiques entre les secteurs, en choisissant mieux ses interventions et en améliorant leur rentabilité.

Cinquièmement, il s'agit de prévoir des programmes d'indemnisation tendant à protéger la santé et la nutrition des économiquement faibles durant la période d'ajustement. Des programmes d'emploi dans le domaine des travaux publics et des interventions au niveau de la nutrition, notamment certaines subventions à l'alimentation et des mesures tendant à nourrir directement les plus déshérités, constituent deux éléments importants de cette politique.

Sixièmement, et c'est peut-être là le point le plus important, il faut surveiller la situation des gens, surtout pour ce qui est des niveaux de vie, de la santé et de la nutrition des groupes à faibles revenus au cours de la période d'ajustement, afin de relever les besoins et de déterminer l'efficacité des programmes d'ajustement dans le but de les modifier au besoin. Pour ce qui est de surveiller les ajustements, il faut donner autant d'importance à la surveillance de la situation des gens, surtout la santé et la situation nutritionnelle de la population, notamment des groupes les plus vulnérables, que ce que l'on donne aux variables monétaires dans la façon conventionnelle de voir les choses.

En d'autres termes, lorsque la communauté internationale doit intervenir dans l'économie d'un de ces pays en difficulté, au lieu de leur imposer des restrictions et de mettre à plat leur économie comme le fait habituellement le FMI, il faudrait opérer un rajustement structurel qui accorde la priorité aux besoins de la population.

Nous avons entendu ces derniers temps beaucoup de suggestions sur la remise des dettes. En parlant de remise de dettes, je me souviens d'un conte que nous étudions en 10^e année, *The Revolution at Satan's Trap* de Norman Duncan. L'action se déroule dans un petit port isolé de Terre-Neuve où les habitants doivent tous de l'argent au commerçant, John Woll. La pêche a beau être abondante, ils restent ses débiteurs. Par un concours de circonstances, ils arrivent à obtenir de lui qu'il remette leurs dettes, qu'il leur restitue ce qui leur appartient de plein droit. Voici comment se termine le conte:

Et en trois ans, John Woll récupéra tout ce qu'il avait cédé et la vie reprit son cours habituel à Satan's Trap, comme avant la révolution.

Autrement dit, on a beau remettre une dette, cela ne change pas grand chose si l'on ne modifie pas le système. La remise de dettes en soi ne va pas résoudre le problème; il faut intervenir pour le prix des produits de base.

Le FMI, qui joue le rôle de police monétaire internationale, a imposé aux pays du tiers monde de bas prix pour leurs produits de base, ce qui les maintient dans un état d'endettement; il leur offre ensuite de petites sommes d'argent, parfois juste assez pour les empêcher de faire faillite, mais jamais assez pour leur permettre de sortir de leur endettement. J'ai déjà signalé que d'après un comité des Nations Unies qui avait examiné la question, il fallait 5 milliards de dollars par an. Nous sommes loin de la somme dont l'Afrique a désespérément besoin si l'on veut qu'elle sorte du gouffre dans lequel

Accords de Bretton Woods et accords connexes—Loi

nous l'avons aidé à plonger du fait de la destruction écologique qui la menace.

Nous devons connaître l'origine des dettes. Bien souvent, des gouvernements élus démocratiquement doivent rembourser les dettes contractées par des dictateurs. Fait à noter, c'est Somoza qui a contracté les trois quarts de la dette du Nicaragua. L'achat d'armements représente le cinquième de la dette du tiers monde. Presque tous ces fonds finissent par aboutir dans les poches des riches ou servent à financer des projets grandioses qui, dans la plupart des cas, n'améliorent pas le sort du peuple. Souvent, ce sont les banques européennes et nord-américaines qui ont forcé les pays du tiers monde à s'endetter parce qu'elles cherchaient une occasion de s'enrichir.

● (2020)

Dans le numéro de septembre 1983 de la revue *Harpers*, un dénommé S.C. Gwynne a écrit un article sur ses aventures dans le commerce des prêts. Il raconte que, jeune préposé aux prêts—il avait 25 ans—il a visité 28 pays en six mois, prêtant l'argent d'une assez grosse banque de la région centrale de l'ouest des États-Unis. Quand il autorisait les prêts, il savait qu'ils ne seraient pas fidèlement remboursés, mais il n'avait besoin de rien de plus que la garantie du gouvernement ou de la banque nationale locale. Au moment où il était devenu évident que les prêts ne seraient pas remboursés, lui et d'autres individus qui les avaient autorisés travaillaient déjà ailleurs.

La façon dont les banques de l'Ouest prêtaient de l'argent vers le milieu des années 1970 prouve qu'elles étaient tout simplement motivées par l'appât du gain. Elles avançaient des fonds sans trop se soucier de savoir comment l'emprunteur les rembourserait.

Dans un ouvrage très intéressant intitulé *A Fate Worse Than Death*, Susan George a fait une excellente analyse du point de vue d'une personne qui s'intéresse au développement. D'après elle, il est tout à fait impossible que les dettes—à lui seul, le tiers monde doit plus d'un trillion de dollars—soient totalement remboursées en espèces. Pourtant, elle s'opposait à toute politique en vertu de laquelle une dette est totalement remise. Comme elle le signalait, souvent cela ne fait que perpétuer le régime des élites et dictateurs locaux.

Susan George préconisait plutôt une nouvelle solution au problème de l'endettement, solution radicale en ce sens qu'elle s'attaquait à la racine du problème. Elle faisait un lien entre l'endettement et toute la question du développement et de la démocratie.

Le remboursement de la dette devrait être fonction de questions de développement et de démocratie. La dette bilatérale d'un pays pourrait servir à créer un fonds de développement dans lequel chaque pays débiteur effectuerait régulièrement des paiements d'intérêts. Ce fonds serait géré par des gens de tous les milieux du pays concerné notamment les représentants des régions rurales, des groupes féminins et des communautés ethniques. Voici ce que M^{me} Susan George déclarait à ce sujet:

Ce fonds de développement servirait à financer les projets et programmes établis après consultations, surtout dans les régions rurales. Divers groupes (conseils de village, associations de jeunes, de femmes, d'artisans, de paysans et ainsi de suite) pourraient obtenir l'argent dont ils ont besoin pour lancer leurs propres projets auto-gérés.